



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUE ET DES
INSTALLATIONS CLASSÉES

Arrêté du 31 mars 2022

**portant mise en demeure à la société VELCOREX SINCE 1828 de
respecter certaines dispositions de l'arrêté préfectoral du 20 avril 1994 portant autorisation
d'exploiter en référence au Titre 1^{er} du Livre V du code de l'environnement**

Le Préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

- Vu le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment ses articles L.171-8-I, L.171-6, L.514-5, L.172-1 et L.511-1 ;
- Vu les actes administratifs réglementant les installations de la société VELCOREX SINCE 1828 à Saint-Amarin, dont l'arrêté préfectoral du 20 avril 1994 portant autorisation d'exploiter en référence au titre VIII du Livre I et au titre 1^{er} du Livre V du code de l'environnement,
- Vu l'article 12-7, relatif aux moyens de lutte contre l'incendie, de l'arrêté préfectoral du 20 avril 1994 susvisé, qui dispose : « *l'installation sera pourvue d'équipements de lutte adaptés et conformes aux réglementations en vigueur, [...]*
- d'un réseau d'extinction automatique adapté aux caractéristiques des produits stockés, [...] » ;
- Vu la visite d'inspection du site de la société VELCOREX SINCE 1828 à Saint-Amarin le 23 novembre 2021 et le rapport du 22 février 2022 de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées faisant suite aux constats établis lors de la visite, transmis à la société VELCOREX SINCE 1828 le 23 février 2022, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement,
- Vu l'absence de réponse de la société VELCOREX SINCE 1828 au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;

Considérant qu'il a été constaté, par l'inspection des installations classées lors de la visite du 23 novembre 2021, la non opérationnalité totale du réseau d'extinction

automatique (sprinklage) causée par la défaillance de la source B d'alimentation en eau de ce réseau,

Considérant que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 12-7 de l'arrêté préfectoral du 20 avril 1994 susvisé,

Considérant que ce manquement constitue une atteinte aux intérêts protégés, et visés à l'article L.511-1 susvisé, dans la mesure où le réseau d'extinction automatique insuffisant car alimenté de façon incomplète ne permet pas de maîtriser le risque incendie,

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement qui prévoit :
« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine » en mettant en demeure la société VELCOREX SINCE 1828 de respecter les dispositions de l'article 12-7 de l'arrêté préfectoral du 20 avril 1994 susvisé afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement,

Sur proposition du secrétaire général de la Préfecture du Haut-Rhin,

A R R Ê T E

Article 1 :

La société VELCOREX SINCE 1828, désignée par « l'exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est situé 14 rue du Commandant Marceau à SAINT-AMARIN (68550), est mise en demeure de se respecter dans le délai de **6 mois à compter de la notification du présent arrêté les dispositions suivantes de l'article 12-7 de l'arrêté préfectoral du 20/04/1994 susvisé concernant les moyens de lutte contre l'incendie:**

« l'installation sera pourvue d'équipements de lutte adaptés et conformes aux réglementations en vigueur,[...] »

- d'un réseau d'extinction automatique adapté aux caractéristiques des produits stockés, [...] »

Article 2 :

A défaut de satisfaire dans les délais prescrits aux conditions de la présente mise en demeure, et sans préjudice des dispositions pénales en la matière, l'exploitant s'expose aux sanctions administratives de l'article L.171-8-II du code de l'environnement.

Articles 3 :

Le secrétaire général de la Préfecture du Haut-Rhin, le directeur régional de

l'environnement, de l'aménagement et du logement (service de l'inspection des installations classées) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant.

À Colmar, le 31 mars 2022

Le Préfet,
Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général

Christophe MAROT

Délais et voie de recours :

En vertu de l'article R.421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Strasbourg ne peut être saisi que par voie de recours formé contre cette décision, et ce, dans les deux mois à partir de sa notification.

